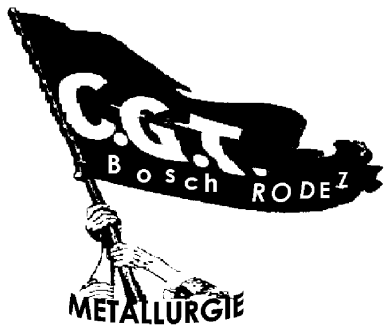


Rodez le : 29 05 2013

INTERVENTION DU SYNDICAT CGT LORS DE LA TABLE RONDE EN PRESENCE DU PRESIDENT HOLLANDE

Mr le président le syndicat CGT vous remercie de cette rencontre.

Nous avons un certain nombre de points à soulever et des questions à vous poser.

L'accord que nous avons signé et qui semble vous intéresser aujourd'hui, prévoit un point essentiel pour nous au regard de la politique que vous souhaitez mettre en œuvre dans le pays.

Il prévoit l'embauche de jeunes issus de la formation professionnelle.

Voila pour nous le point essentiel de cet accord, contrairement à l'ANI qui favorise les licenciements et accroît la flexibilité.

La formation professionnelle est un élément essentiel au bon fonctionnement de notre usine.

Elle est le relais indispensable pour la transmission du savoir faire et des compétences entre générations.

Nous sommes attachés au partenariat entre les lycées locaux et notre entreprise, nous voulons les voir évoluer dans le bon sens.

Pour les opérateurs il faut accentuer cette formation pour permettre a notre usine de relever les défis technologique à venir.

Cet accord apporte également une réponse sur la reconnaissance de la pénibilité.

Ainsi, sur la reforme des retraites en préparation, nous tenons à vous exprimer nos inquiétudes et notre refus de subir encore un allongement de la durée du travail.

En effet, depuis la retraite à 60 ans, tous les dispositifs permettant de partir plus tôt ont été plébiscités par les salariés de notre entreprise.

Aujourd'hui, les plans financés en intégralité par l'entreprise répondent à cette attente d'une retraite tenant compte de la pénibilité et permettant de partir à 57 ans.

Nous avons combattu le gel des salaires lors de ces négociations car nous pensons profondément que la relance de l'économie passe par l'augmentation du pouvoir d'achat et non l'austérité ou le sérieux budgétaire.

Une vraie politique de gauche, se caractérise toujours par des droits nouveaux pour les salariés. Nous savons le prix de ces conquêtes sociales qui pour certaines sont remise en cause par l'accord national interprofessionnel.

Donner des droits nouveaux aux salariés et à leurs représentants c'est toujours un investissement d'avenir.

Bosch, vous le savez c'est aussi un groupe présent dans d'autre secteur que l'automobile.

Nous souhaitons attirer votre attention sur la difficulté que rencontre le site de Vénissieux impliqué dans le photovoltaïque.

Des centaines d'emplois sont menacés.

Nous vous demandons de soutenir cette filière porteuse d'emploi dans le domaine essentiel des énergies renouvelables.

Une vraie politique industrielle c'est par exemple les 30 millions d'euros qui vont être investit sur le site du fait de l'accord.

L'avenir de notre industrie, ce n'est pas la spéculation boursière qui à l'opposé détruit des emplois pour une rentabilité immédiate.

Pour nous aussi Monsieur le président, notre ennemie c'est la finance !!

J'en termine, Monsieur le président, en Février, les salariés de BOSCH Rodez étaient en lutte pour défendre leur emploi.

Pour se faire entendre de notre direction, ces salariés ont fait grève.

Ce fut un conflit exemplaire portant sur l'avenir industriel de l'établissement. Ils ont bloqué plusieurs jours l'établissement.

Pourtant, ce ne sont en rien des voyous et des malfaiteurs.

Monsieur le président, permettez moi, au nom des syndicalistes qui sont poursuivis dans notre pays pour avoir défendu leur emploi de vous demander de faire voter la loi d'amnistie sociale.